

Se préparer au grand affrontement qui aura lieu, c'est indiscutable !

Les « bonnets rouges » ont gagné, les « pigeons » ont gagné, les agriculteurs ont gagné, les pharmaciens, les notaires, les huissiers ont payé leurs employés pour qu'ils manifestent... et bientôt le BTP sera sur le même schéma... La lutte de classes menée par la moyenne bourgeoise pour défendre ses prés-carrés et ses privilèges, alimente la lutte de classes d'une grande bourgeoisie qui désormais se sent pousser des ailes, elle en demande toujours plus et pousse le gouvernement dans ses derniers retranchements en créant le chômage de masse. La fin de l'écotaxe en est une preuve irréfutable de cette dégénérescence, des milliards dépensés pour rien quand quelques centaines de millions risquent d'être supprimés aux familles.

« J'aime l'entreprise » a dit Valls devant le Medef, devant Cameron, devant Merkel et devant la City, donc comme il n'y a plus de tabous ni de différence entre libéralisme de droite et libéralisme de gauche, il va encore faire plus de concessions au patronat pour satisfaire les grands argentiers des fonds d'investissement. La réponse du grand capital à cette position libérale du gouvernement Valls II, a été de maintenir le AA de la France. Un AA (Argent Abondant) pour les riches qui résonne comme un Aï-Aï pour les pauvres, car les réformes les plus antisociales arrivent...

Mais comme les pauvres et appauvris sont moins à l'offensive que les riches et enrichis, il n'y a aucune raison pour que le capitalisme ralentisse sa marche réactionnaire et ultralibérale vers le graal, qui écrase le progrès social et le pousse à reculer jusqu'aux oubliettes. Ce qui fait dire au multimilliardaire Warren Buffet : « *Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui a mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner* »

Et pourtant, les militants politiques et syndicaux de progrès, savent où va nous mener cette politique d'asservissement, d'ailleurs Marx l'expliquait en 1847 dans Misère de la Philosophie « *La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise...//* ».

Nous savons en tant que communistes que la notion de classe sociale n'est pas spontanée. Nous devons donc organiser les masses qui regroupent des individus, normalement sans relation entre eux, mais qui connaissent une situation commune et le pouvoir en place comme les précédents nous donnent des éléments objectifs et subjectifs pour faire lutter ensemble les travailleurs divisés. C'est l'essence même de la lutte des classes qui passe par des coalitions politiques et des luttes syndicales locales qui font cesser la concurrence entre les travailleurs pour les réunir dans une même pensée de résistance, une union de lutte. Les luttes locales organisées apportent une véritable conscience qui a pour objectif d'améliorer la situation des travailleurs, elles mènent à la création des luttes nationales et au développement des relations internationales sur la base du progrès.

Et toutes ces associations prennent un caractère politique qui progressivement pousse les masses opprimées mais résistantes à devenir une classe pour elle-même dont l'objectif est de changer la société, la lutte des classes est une lutte politique. Mais avant tout, il faut comprendre à comprendre le lien social plus ou moins fort qui existe dans les masses au sein de chaque groupe social. Il faut donc repérer d'autres classes non fondamentales pour la survie du capitalisme qui tôt ou tard devront s'allier avec la classe fondamentale qui amène la révolution, c'est-à-dire la classe ouvrière aujourd'hui scindée dans des groupes ayant des appellations différentes...

Ce qu'il reste de la paysannerie, disons populaire, est une classe qui n'est plus une masse. En effet, à part quelques individus et quelques groupes dispersés, cette classe est isolée et souvent incapable de formuler sa propre vision d'une autre société, à part une vision idéaliste basée sur la requête ciblée d'une clientèle aisée en demande de produits naturels. Aujourd'hui, de nombreux petits paysans en sursis sont étranglés par les rentes foncières, mais ils n'ont pas encore compris qu'ils ont besoin d'une classe extérieure, que souvent ils méprisent, pour les libérer du joug de l'aristocratie foncière et des pressions des industriels de la terre et de l'agro-alimentaire...

La tâche des communistes est donc de recréer le lien local, souvent rural, entre les paysans et les salariés pour défendre leurs intérêts communs au sein d'une organisation politique qui les unie pour leur survie.

Artisans, petits commerçants, petits entrepreneurs locaux et officines forment la petite bourgeoisie qui défend ses intérêts liés à l'appréciation de la grande bourgeoisie. Souvent accablés par l'endettement et les impôts, mais aussi par la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, ils sont - certains s'en rendent compte d'autres pas - menacés par une prolétarianisation qui leur fait rechercher un « sauveur ». Et par peur historique du communisme qu'ils voient comme un système nuisible à leurs intérêts personnels, ils se tournent quasiment naturellement vers le nationalisme protectionniste incarné par le FN.

Une classe intermédiaire s'est glissée, la classe moyenne mais aisée des ingénieurs, des intellectuels et professions libérales. Du public ou du privé, les éléments de cette classe intermédiaire qui ont le même confort de vie, ont souvent des relations antagoniques. Certains ont intérêt au développement des impôts pour maintenir un État où leurs carrières sont assurées, lesquels sont donc les cibles récurrentes d'autres qui vivent de leurs activités privées et qui rejettent les impôts et les taxes, mais aussi les obligations imposées par l'État. Et entre les deux, le parapublic, qui vit grâce à l'État mais qui refuse le tout État.

La bourgeoisie se divise en fractions concurrentes mais alliées de circonstance. La première possède les moyens de productions et d'échanges, c'est-à-dire les industries et les enseignes commerciales, elle a tout intérêt à un État fort en capacité de se porter garant ou de lui apporter des commandes et des concessions. La deuxième, qui a pris le pas sur la première grâce à la mondialisation impérialiste, gère la manne financière et a donc tout intérêt à l'endettement de l'État pour vivre des rentes spéculatives. La troisième est la bourgeoisie foncière qui après avoir dominé en profitant des rentes agricoles, s'est aujourd'hui recentrée sur le foncier locatif garanti par l'État et sur les ensembles immobiliers de luxe dans les grandes villes, qui dégagent d'énormes plus-values.

Reste, les travailleurs et la classe ouvrière et employée, avec ou sans emploi et retraités. Ils sont les plus malmenés dans cette période où les crises systémiques du système capitaliste sont de plus en plus rapprochées. Cette classe productive et non productive est certes capable d'une conscience révolutionnaire, mais les ouvriers des industries ou commerces de luxe, ou les employés de la fonction publique, subissent des exploitations différentes, tant en salaires, qu'en droits, qu'en conditions de travail, des travailleurs du secteur industriel concentré qu'il soit dans une multinationale ou dans l'artisanat et les PME. Mais un lien les unit tous, s'ils ne peuvent pas vivre décemment sans travailler, le capital a besoin d'eux pour survivre, car la réelle richesse vient de l'exploitation du travail et de l'accaparement de la plus-value qu'il dégage.

Ainsi, déjà au 19^{ème} siècle Marx distinguait dans le volume III du Capital, trois classes selon l'origine de leurs revenus, la classe capitaliste vit du profit, les propriétaires fonciers vivent de la rente foncière, et les ouvriers, employés vivent de leur salaire.

Aussi, nous avons besoin d'une approche historique pour comprendre le mécanisme.

Dans la lutte des classes en France de l'après révolution de 1789, on distingue de nombreuses classes et fractions de classes : aristocratie financière, bourgeoisie industrielle, petite bourgeoisie (artisans, commerçants, boutiquiers...), classe paysanne, prolétariat industriel, lumpenprolétariat. Au travers des années, les alliances, les compromis et les luttes entre les classes et autres fractions de classes ont déterminé les régimes politiques.

De 1830 à 1848, la bourgeoisie industrielle et la classe ouvrière s'allient contre la classe dominante (c'est l'histoire des Bonnets Rouges) : l'aristocratie financière incarnée par Louis-Philippe. Mais après la chute du régime de restauration, la bourgeoisie se constitue vraiment en tant que classe en regroupant ses fractions financières et industrielles. Aussi, les révoltes ouvrières de 1848, écrasées par une terrible répression, vont montrer aux prolétaires écrasés, que leur véritable ennemi de classe, est la bourgeoisie propriétaire qui s'est emparée de l'appareil d'État pour assurer sa totale domination... c'était il y a 166 ans.

C'est à partir de ce moment que les historiens réactionnaires tentent de nous faire oublier, que le prolétariat commence à prendre conscience de lui-même. Les ouvriers se coalisent pour défendre d'abord leurs salaires, puis leurs intérêts collectifs de classe. Ils s'organisent en syndicats, en partis politiques ; c'est la montée du socialisme révolutionnaire : « **Toute lutte des classes est une lutte politique** ».

Aussi, si l'histoire ne se répète pas, elle n'est pas pour autant figée, c'est le matérialisme, car comme aujourd'hui avec la crise systémique du capitalisme, de 1848 à 1850 s'opère un éclatement des classes sociales, il y a celles qui rejoignent la bourgeoisie et celles qui rejoignent les luttes du prolétariat... la barricade avec deux côtés n'est donc pas récente ni une invention, car la bourgeoisie, en créant la classe ouvrière, a engendré ses propres fossoyeurs. Le déclin de la bourgeoisie aujourd'hui dominante est inévitable, comme est inévitable la victoire des travailleurs exploités par un système qui se mort la queue.

Quand Marx pose comme principe « qu'en produisant, les hommes produisent la société », sa réflexion n'est pas idéaliste, mais ses réflexions s'inspirent du matérialisme historique et de la dialectique, car toute réalité est traversée par des forces contradictoires qui s'affrontent.

La lutte des forces antagoniques provoque le changement du fait du lent renforcement de la partie la plus faible, et chaque société porte en son sein de telles oppositions dont la plus importante tient aux rapports sociaux donc à la lutte des classes. Ainsi, c'est bien le mode de production qui détermine les relations sociales et fait émerger des oppositions... le travailleur lutte pour sa socialisation quand le bourgeois lutte pour son accaparement.

Ceci démontre que le conflit entre classes est inscrit dans la nature même du fonctionnement de la société et elle constitue l'élément principal des grands changements sociaux et des basculements de société.

Les penseurs propagandistes et experts en tous genres ont beau le nier, l'appauvrissement durable des travailleurs est la conséquence inévitable de l'accumulation croissante du capital. Et ils ne peuvent aucunement nier que les tensions sociales vont s'accroître avec la multiplication des crises économiques, lesquelles montrent de plus en plus la réalité d'une contradiction majeure entre capital et travail dans un système où la recherche de profit se réalise sans se soucier de la satisfaction des besoins et des droits humains, ni de leurs conditions matérielles.

Si les experts et penseurs nient cette réalité, c'est pour ne pas dévoiler la nature même de l'extrême-droite, le bras armé du capital mais aussi arme de division au sein même de la classe des travailleurs livrés à l'exploitation capitaliste.

Certes, tout n'est pas mécanique, mais la lutte des classes, menée par les travailleurs dans la production et pour son maintien [malgré les mauvaises conditions de salaire et de travail] pour face aux capitalistes avides de profits, assure les conditions matérielles nécessaires à leur subsistance et à la survie de la force de travail et de la classe ouvrière.

Cette lutte de classes permanente sous le régime capitaliste, si elle est d'abord une lutte économique, se poursuivra par une lutte politique pour inverser la société et renverser le capitalisme, comme la bourgeoisie a renversé la monarchie.

C'est la recherche du profit qui constitue le moteur principal du capitalisme, c'est une condition fondamentale de son existence et de sa survie mais aussi une condition fondamentale de sa limite et de sa survie. Les capitalistes ne développent pas ses productions pour nous faire plaisir et créer des emplois, ils ne font que si elles sont rentables, c'est-à-dire que les investisseurs calculent uniquement en fonction du taux de profit obtenu, c'est-à-dire le taux entre exploitation des travailleurs, le surtravail (plus-value) et les capitaux investis.

Les délocalisations en sont des exemples, car l'impérialisme a permis que les capitaux soient investis là où la main d'œuvre est à bas coût, tant en salaire, qu'en droits sociaux, ce qui provoque mécaniquement la division du travail et la concurrence entre travailleurs, donc la xénophobie et le nationalisme, mais aussi l'émergence dans les pays à bas coût d'une classe ouvrière qui de fait s'organise pour défendre ses intérêts et ses revendications, donc qui modifie le curseur du profit.

C'est là « le mesuromètre » principal de l'activité capitaliste, car l'accumulation du capital qui contribue à élever la composition matérielle du capital, entraîne une baisse du taux de profit, d'où la baisse tendancielle des profits marquée par les crises systémiques de plus en plus rapprochées. Ces crises à répétition constituent l'un des indices les plus marquants des limites du capitalisme, et c'est l'erreur fondamentale du gouvernement qui fait croire qu'en créant l'offre, on crée le besoin.

Car, comme le conçoit Valls ou Hollande, ou les autres de droite et d'extrême-droite, la mise à disposition d'une main d'œuvre rentable dépourvue de salaires décents et de droits sociaux, c'est-à-dire des travailleurs au service de l'économie, ne résout rien, puisque dans une économie capitaliste, celui qui produit est aussi celui qui achète. Seule une économie au service des travailleurs, c'est-à-dire socialiste, sauvera l'humanité de la misère de masse et des crises du capitalisme qui engendrent des guerres, lesquelles pourront être de plus en plus destructrices. Certes le capitalisme va se défendre et utiliser tous les moyens, mais nous ne sommes pas d'accord avec l'exterminisme volontaire et du suicide provoqué...

Il est un fait, les progrès techniques ont amélioré les conditions de travail mais cette modernisation a permis l'accroissement de la plus-value donc des profits. Et il est un autre fait, la substitution croissante du travail mort (la production fournie par l'emploi des nouveaux outils technologiques) au travail vivant, celui fourni par les travailleurs [ce qui fait dire à certains économistes ou philosophes que la classe ouvrière est en déclin] sera compétitif mais jamais aussi rentable d'un point de vue capitaliste, car seul le travail humain est créateur de richesses capitalistes par la spoliation de la plus-value... Donc à termes et c'est une évidence, le système ne pourra plus engendrer de nouvelles richesses car très peu pourront acheter les produits manufacturés fabriqués par les outils techniques quasiment sans main d'œuvre humaine, hormis ceux qui les fabriqueront, les programmeront et les entretiendront... sans oublier l'effet domino sur l'ensemble de la société.

Le capital ne peut vivre que par l'intermédiaire de la force de travail, rappelons Marx dans le Capital « **Le capital est du travail mort, qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage** », la spéculation n'est que du vent et si elle provoque des dégâts, elle n'est qu'une tempête dans un verre d'eau qui à tout moment peut se renverser.

La suraccumulation du capital dans les mains de quelques-uns, aboutit à la paupérisation d'une large majorité, et nous subissons déjà les contre coup des crises de plus en plus rapprochées. C'est-à-dire que le capitalisme n'est pas réformable, il ne peut pas être transformé pour le rendre plus tendre avec ceux qui subissent son exploitation. Il sera la victime de sa propre logique et chaque jour, il montre qu'il est en incapacité de gérer ses propres contradictions... le capitalisme, comme le fût la monarchie, est historiquement condamné, il s'achemine vers une chute finale inéluctable, que nous devons accélérer faute de la précipiter par une révolution socialiste.

Même les plus libéraux des libéraux, ne peuvent nier que la baisse du niveau de vie des travailleurs est liée aux crises cycliques du capitalisme. Et ne peuvent nier qu'elles sont de plus en plus sévères et produisent ce que Marx appelait « **l'armée industrielle de réserve** », c'est-à-dire une masse de travailleurs éliminés de la production et réduit au chômage et à la misère.

Aussi, quand les libéraux de gauche et de droite, nous assènent de propos diffamants et méprisants à l'encontre de cette partie de la population laborieuse sacrifiée sur l'autel des profits, leur but est de diviser notre classe pour la mettre en concurrence. Aussi, notre rôle politique et historique de classe, est de rappeler à l'ensemble de la masse laborieuse que le rapport antagonique entre capital et travail, crée cette situation.

Un affrontement aiguisé entre capitalistes et travailleurs, s'est produit au fur et à mesure de l'accroissement des forces productives dans le temps, du fait que le capital s'est octroyé d'une façon disproportionnée la partie destinée au salaire.

Plus simplement, les capitalistes ont au fur et à mesure des années, déplacé le curseur, donc les travailleurs ont une part de plus en plus petite à se partager. Ceci engendre une concurrence de plus en plus violente, l'individualisme, la haine et le racisme.

Résultat, plus le capital augmente sa part de prélèvement sur le surtravail, plus les possibilités d'embauches et de subsistance diminuent, plus le chômage et la misère grandit... c'est une règle matérielle historique et scientifique qui permet de comprendre que la commission européenne a prévu un taux de travailleurs sans emploi de 25% en 2020 soit 75 millions d'individus livrés à eux-mêmes et à la misère, pour la seule Europe, sans révéler les conditions des 75% restants, c'est-à-dire de 300 millions d'individus employés.

Pendant des années, la théorie de la lutte des classes décrite par Marx puis Lénine semblait périmée. Les fameux experts et bienpensants de la philosophie asservie, reconnaissaient toutefois que le mouvement ouvrier avait été au cœur des luttes et qu'il est à l'origine des transformations sociales jusqu'aux années 1960.

Désormais, pris au piège de leurs propos contradictoires lors des années « gauche caviar et droite bling-bling » où ils décrivaient l'ouvrier comme une « espèce en voie de disparition », ils insistent sur la « crise d'identité » qui frappe la classe ouvrière depuis une trentaine d'années.

Pour nos experts et bienpensants arrosés par la bourgeoisie pour créer le sentiment d'impuissance, cette « crise d'identité » serait d'abord liée à l'émergence d'une société de plus en plus basée sur l'activité tertiaire avec moins de conflits du travail. Ce qui expliquerait le recul des grands mouvements de luttes ouvrières, d'où une « pacification » des rapports sociaux liée à de meilleures relations professionnelles...

D'autres nous expliquent l'impossible passage à la conscience révolutionnaire de cette classe sociale opprimée et exploitée, qui serait engluée dans la culture de masse, diffusée par la radio et la télévision... A les entendre, les travailleurs d'aujourd'hui, notamment les plus exploités, sont figés et ne saisissent pas leur spécificité par rapport aux autres classes... ce qui sous-entend que cette classe n'est pas dangereuse pour la bourgeoisie, n'ayant plus la conscience d'avoir des intérêts collectifs et communs à défendre... et ceci dans la mesure où cette classe participe, comme les autres, à la société capitaliste... neutralisant donc toutes les actions collectives.

En fait, ces nihilistes veulent nous démontrer que les combats de classes du passé sont désormais dépassés car ils ont laissé la place à une multitude de revendications catégorielles [donc propres à des catégories d'individus] adressée à l'Etat en tant qu'instance de régulation économique et sociale plutôt qu'aux propriétaires du capital et au patronat. D'où pour ces semeurs de rêves, l'apparition de nouveaux mouvements sociaux situés en dehors du monde du travail, animés par des acteurs issus de la petite bourgeoisie, qui ont des revendications sociétales spécifiques liées aux mouvements étudiants, féministes écologistes, pacifistes, antiracistes, régionalistes, des consommateurs, des minorités ethniques, des homosexuels, des sans-papiers, etc...

Mais tout est lié, le combat de classes entre travailleurs et capitalistes, entre exploités et exploités, n'est pas que le combat économique, il est aussi le combat pour la dignité humaine, l'émancipation et l'égalité sans discrimination, le combat pour la préservation des espèces et de la nature, le combat contre la vie chère et le maintien des savoirs faire, le combat contre les guerres à répétition....

A part semer le trouble pour créer la division et l'opposition, comment pourrait-on nier les réalités de la lutte des classes aiguës actuelle sans les associer à ces nouveaux mouvements sociaux qui résultent de l'antagonisme entre capital et travail et de l'antagonisme de plus en plus visible entre la démocratie réelle et la démocratie des diktats ?

Non, la « boboisation », la « moyennisation » de la classe, le changement du système de valeurs ne sont les caractéristiques révolutionnaires d'une société ou l'individu/acteur lutte pour plus de justice sociale impossible dans un système capitaliste éprouvé par le temps et empêtré dans ses contradictions.

Rien ne pourra se faire réellement sans que cela passe par une révolution socialiste dirigée et faite par la classe ouvrière, les travailleurs, leur parti et son avant-garde. Et ce même si comme l'écrivait Engels à Marx il y a 150 ans mais toujours valable, « l'embourgeoisement de la classe ouvrière » nuit à la lutte des classes et donc à son rôle révolutionnaire historique.

Mais être communiste, c'est aussi utiliser la dialectique pour mettre en avant les effets de la remise en cause des acquis sociaux, de la montée du chômage et de la précarisation des emplois et d'une forme avancée de reproductivité de notre classe sociale dans nos sociétés occidentales où le capitalisme sauvage fait des ravages.

L'ascension des cadres dans nos sociétés, la mainmise des intellectuels, la montée en puissance des nouvelles compétences techniques et du savoir technologique comme « forces productives », sont des nouvelles composantes de notre classe sociale, mais seront-elles des freins à la révolution ?

Le développement des fonctions d'encadrement, les ingénieries, la recherche scientifique... clivent les rapports sociaux au sein même du monde du travail, pourtant cette couche sociale ne peut pas survivre sans la couche sociale qui produit de la plus-value à grande échelle.

Alors même si cette couche supérieure de notre classe sociale, forte de ses compétences élitistes intellectuelle, de gestion, de technique et de maîtrise de la science, voire politique et même syndicale... semble, par le pouvoir de décision et le pouvoir du savoir, exercer une domination sur le reste de la population, au point de se coller au dogme capitaliste, cette couche sociale ne sera jamais dans le pré-carré de la bourgeoisie qui a cette capacité de l'utiliser en mettant en avant cette couche sociale souvent considérée comme des traîtres par les ouvriers.

Aussi, ces salariés « d'élite », même s'ils le pensent notamment grâce à la Loi d'Airain sur les salaires, ne formeront jamais une classe sociale à part entière au sens décrit par Marx, car ils ont une place déterminée dans le processus productif et c'est bien le rapport avec les moyens de production qui permet de distinguer les différentes classes sociales... les hauts salaires, les primes, les avantages... ne sont pas réellement une spoliation de la plus-value même s'ils sont pris sur une part de cette plus-value spoliée aux travailleurs.

Que penser de la remondialisation de la production et de l'impérialisme financier ?

En fait, il faut analyser ceci comme une « libération » du capitalisme industriel et financier, vis-à-vis des « rigidités » administratives et des contrôles étatiques. Donc comme une profonde modification des rapports transnationaux et des conditions d'une nouvelle mise en concurrence des travailleurs à l'échelon des impérialismes et à l'échelle mondiale. Ce qui oblige à la reconstruction d'une Internationale ouvrière et socialiste en partant des réalités liées à la remondialisation.

Le capitalisme a muté en impérialisme et de fait il se heurte aux capitalistes nationaux, la Grèce en est un terrible exemple. La rupture des frontières nationales, les créations impérialistes, les marchés ouverts à la concurrence, les banques centrales, la raréfaction des matières premières... ont offert au capital de nouveaux espaces de marché et d'exploitation de la force de travail, donc ont rétabli les conditions d'une nouvelle mise en concurrence des travailleurs et la réapparition d'un chômage et d'une précarisation de masse à l'échelle mondiale.

Aussi, il est bien difficile d'expliquer cette situation quand même les élites dirigeantes politiques et syndicales sont elles-mêmes incapables de l'expliquer. Incapables ou sans volonté de l'expliquer puisque la compréhension mène à la révision des copies et des principes, donc à l'autocritique. En fait, ils savent mais refusent d'appréhender toutes les questions sur le fond en partant non pas des conséquences mais des raisons, car ils refusent de se remettre en question eux-mêmes. Ils mettent tout sur le dos des travailleurs qui auraient perdu leur conscience de classe en regardant la télévision ou en tapotant sur leur téléphone... pourtant les travailleurs ont réellement conscience de leur exploitation.

Et si les travailleurs bretons, de l'ouvrier à l'ingénieur en passant par le chômeur, ont remis les bonnets rouges, ce n'est pas pour faire plaisir à leurs exploités ni aux magnats du Cac 40, mais bien pour montrer qu'ils refusaient d'être sacrifiés par l'impérialisme... mais qui en a tiré les leçons ? Et c'est idem pour les professions libérales que le grand capital veut sacrifier pour satisfaire ses propres intérêts. Ces professions sont celles de la petite bourgeoisie nationale qui se font manger par le grand capital mondialisé qui cherche toutes les ressources mais aussi entend supprimer toutes les entraves à la libre concurrence que la grande bourgeoisie est certaine de gagner grâce à sa puissance.

Le capitalisme est sur un fil qui peut casser à tout moment à force de contorsion et de contradictions, les capitalistes en sont conscients, d'où la stratégie du chaos qui mènent aux guerres sur fond de mise en concurrence des peuples. La résurrection du fascisme battu à plate couture en 1945, n'est donc pas un hasard du calendrier, mais bien une volonté du capitalisme dont les fascistes sont le bras armé qui brandit le nationalisme mais pour satisfaire les intérêts de la bourgeoisie et de ses moyens de productions et d'échanges dans le théâtre du grand marché mondial.

En effet, une barricade n'aura toujours que deux côtés, celle où s'opposent les forces de la réaction spoliatrice du grand capital aux forces laborieuses et exploitées... il faut donc se préparer au grand affrontement qui aura lieu, c'est indiscutable... donc apprendre pour faire comprendre !